

car sur le problème de l'appréciation actuelle de la démocratie aucun contraste n'existe, mais uniquement de mettre en lumière ce qui nous semble être le fil conducteur, le critère essentiel que nos maîtres nous ont légué et qui consiste à établir le front du rassemblement autonome et indépendant des ouvriers et nullement à rechercher les alliances plus profitables ou moins désavantageuses pour leur défense, au cours d'une circonstance donnée, ainsi que pour leur victoire définitive.

Nous avons pensé devoir faire cette constatation car elle nous conduira à déduire des notions doctrinales qui nous permettront, nous semble-t-il, d'arriver à la source même de la divergence avec le Cde Hennaut.

La conception matérialiste de l'histoire garde sa valeur à la condition de considérer que chaque instant de la vie des classes, dans sa signification réelle, se relie directement à l'aboutissement final où se heurtent les intérêts historiques des deux classes fondamentales de la société actuelle : le capitalisme et le prolétariat. Au sujet de la formule « les intérêts historiques d'une classe », il nous a été donné plusieurs fois d'en préciser la signification : il s'agit d'intérêts portant sur un type donné de l'organisation de la société, ce qui peut très bien comporter qu'à un moment donné, les intérêts de groupes capitalistes soient sacrifiés à l'ensemble des intérêts de la classe, ce qui permet aussi de comprendre que la social-démocratie italienne ou allemande soit violemment sacrifiée aux intérêts du capitalisme de ces pays ayant recours au fascisme. Le contraste accessoire démocratie-fascisme ne cesse pas d'exister, mais puisqu'il s'agit d'une contradiction se développant au sein même du régime bourgeois aucune possibilité n'existe pour le prolétariat de l'épouser. Sont donc à rejeter à la fois, comme profondément anti-communistes, les deux éditions de la politique centriste : celle du plébiscite de Prusse et celle contrastante du Front Populaire. Nous n'avons aucune difficulté à admettre que même pour les travailleurs leur intérêt historique peut ne pas se concilier avec l'intérêt occasionnel de quelques-unes de leurs couches, tant au point de vue économique (que l'on songe aux petits paysans) qu'au point de vue politique (courants socialistes ou anarchistes). Sans nullement reprendre à notre compte chaque acte de la révolu-

tion russe et en repoussant catégoriquement et en bloc toute l'expérience centriste successive, nous n'avons aucune peine à admettre qu'aussi les thèses sur les conseils des travailleurs (comme base structurelle d'un Etat prolétarien) puisqu'elles ne peuvent pas supprimer, au lendemain de la victoire sur le capitalisme, la différenciation existante entre les capacités politiques des travailleurs, conduiront à sacrifier l'intérêt occasionnel de certaines couches de travailleurs.

De plus, nous ne sommes nullement étonnés que sur le front même des forces spécifiquement bourgeoises, des contrastes se produisent et ne se règlent parfois que par la violence. Loin de voir dans le capitalisme un démon connaissant tous les détours pouvant amener le prolétariat à ses pieds, nous voyons qu'il est hérissé d'un ensemble de contrastes dont il ne pourra jamais se libérer, qui l'empêcheront de surmonter la vision des conjonctures (s'il en était autrement il en serait fini de la thèse de l'inévitabilité du socialisme, les mitrailluses et la corruption pouvant assurer indéfiniment la vie du capitalisme). Ses jours pourront seulement être mis en danger par le prolétariat devenant conscient de ses destinées et capable de profiter de situations qui lui sont favorables. Bien que cela puisse paraître absurde, c'est justement notre fraction qui proclame dès l'abord que les ouvriers abandonnés à eux-mêmes ne peuvent atteindre la vision de leurs intérêts et des moyens propres à les faire triompher. Cette conception exclut donc en principe que la classe ouvrière puisse faire sortir directement ou indirectement de son sein l'organisme ou les positions politiques qui correspondent à ses intérêts, mais notre conception est aussi la plus correcte au sujet des rapports qui doivent exister entre le groupement d'avant-garde et l'ensemble de la classe. A notre avis, si aujourd'hui nous sommes faibles et que les traîtres dirigent les organisations remplies d'ouvriers, cela dépend uniquement de la faiblesse extrême, de l'étranglement complet où gît actuellement la classe ouvrière. Et nous croyons aussi que leur action opposée de demain alors que les ouvriers reprendront la lutte pour la victoire révolutionnaire, ne résultera nullement du fait qu'ils auront souscrit à la totalité de nos positions, ou à celles de tout autre groupe, mais au renversement qui se sera produit dans les situa-

tions. Ce bouleversement des situations amenant le prolétariat à occuper une position avancée sur le front de la lutte contre le capitalisme et pour la victoire révolutionnaire, permettra aussi aux groupes communistes à qui revient la tâche de fonder les nouveaux partis d'achever leur œuvre d'élaboration idéologique. Ce n'est pas le fait du hasard si les œuvres fondamentales de Marx et Engels ont vu le jour au feu des situations révolutionnaires et s'il en a été de même pour Lénine.

Le problème d'établir comment un groupe peut dès maintenant emprunter le chemin qui demain facilitera au prolétariat la fondation de son parti ne peut pas être laissé au libre arbitre des militants d'un de ces groupes. Il dépend directement du processus pouvant amener le prolétariat à renverser à son avantage le rapport des classes qui lui est actuellement extrêmement désavantageux.

Une notion correcte du problème embrassant l'ensemble de la classe ouvrière nous permettra de situer correctement le problème de l'évolution conduisant à la fondation du parti de classe. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître non dans tel ou tel autre de ses partis l'instrument spécifique de domination du capitalisme. Nous considérons que ce dernier peut établir son pouvoir de classe au travers de l'Etat, outil indispensable à sa domination. Les fluctuations des partis se trouvant au gouvernail de l'Etat ne reflètent pas la pression d'idéologies données triomphant au cours des batailles électorales, mais inversement représentent une évolution nécessaire à la bourgeoisie et s'exprimant par l'intervention du parti ou de la constellation des partis qui correspond le mieux à la situation considérée. L'expérience nous prouve non seulement que les gouvernements réactionnaires peuvent se fonder sur la base de Parlements orientés à gauche, mais plus encore que le programme politique ayant trouvé son expression dans un Parlement démocratique sera rapidement remplacé par un programme opposé et contre lequel le nouveau gouvernement avait combattu lors des élections. Qu'il nous suffise de remarquer qu'au lendemain du glissement à gauche des élections allemandes nous eûmes l'installation de Hitler au gouvernement et que le parti radical-socialiste qui obtenait une majorité écrasante à la Chambre Fran-

çaise, le 5 février, votait quelques jours après la confiance au gouvernement Doumergue hissé au pouvoir par la droite. Enfin, en Belgique, l'année passée ce sera la même majorité qui assurait la vie des gouvernements De Broqueville et Theunis qui, du jour au lendemain, formera la base parlementaire et politique du gouvernement Van Zeeland axé à gauche et s'appuyant sur ce même P. O. B. qui, deux mois avant, voyait sa manifestation interdite par Theunis qui n'oubliait pas (ainsi que Gutt l'a révélé) d'envisager une participation ministérielle de Spaak, leader de la gauche socialiste à ce moment.

Si nous nous sommes un peu arrêtés sur le jeu des partis bourgeois poussés alternativement à la tête de l'Etat capitaliste, c'est parce que la thèse générale que nous voyons souvent affirmée dans les textes de la Ligue, nous semble être infirmée chaque fois que l'on considère que le parti social-démocrate pose tel ou tel autre geste par félonie. La gauche bourgeoise (social-démocratie y comprise) tout autant que la droite ne peut nullement avoir la prétention d'accomplir un rôle historique définitif.

Bien plus modestement, dans un régime basé sur l'oppression de classe, elle doit conformer son action en vue d'assurer la vie de la société bourgeoise. Et lorsque l'une ou l'autre sera balayée par les situations (la droite aux moments d'explosions révolutionnaires ou à des moments particuliers de commotion sociale comme il en est le cas actuellement en Espagne, la gauche lorsque les nécessités vitales du régime capitaliste exigent le triomphe du fascisme) ce ne sera nullement parce que l'un ou l'autre de ces deux blocs bourgeois aura fait preuve d'erreurs ou de félonie, mais seulement parce qu'il devait être sacrifié aux intérêts du régime dans son ensemble.

A notre avis (et ici puisque nous avons longuement traité ce problème plus haut, il ne nous paraît plus nécessaire d'insister) si le prolétariat croyait pouvoir agir pour déterminer une orientation particulière de l'Etat capitaliste (favorable à ses intérêts), s'il croyait pouvoir exercer une pression (la formule en vogue) sur l'organe étatique qui est l'instrument qui assure sa domination, non seulement il se heurterait à une impossibilité qu'un marxiste ne devrait avoir aucune peine à proclamer, mais en définitive il s'interdirait d'utiliser les forces qui lui restent et qui peuvent agir à la seule con-